



Journée internationale contre les violences faites aux femmes

La FSU exige des moyens ambitieux !

Les violences faites aux femmes sont l'une des violations des droits humains les plus répandues dans le monde. Selon la Banque mondiale, pour les femmes de 15 à 44 ans, les viols et violences conjugales présentent un risque de mortalité plus grand que le cancer, les accidents de la route et le paludisme réunis. Plus d'un milliard de femmes dans le monde, soit une femme sur trois, sont victimes de coups, de viols, d'abus sexuels, 125 millions de filles et de femmes subissent des mutilations génitales et 1,3 millions sont victimes d'exploitation sexuelle. Cette journée internationale est l'occasion de faire un bilan de ce fléau mais aussi de rendre visible les nombreuses résistances et les luttes qui s'organisent dans le monde. La solidarité internationale en faveur des femmes et des peuples qui luttent pour l'émancipation des filles et des femmes est un levier important pour les victoires obtenues et à venir.

Les chiffres sur les féminicides en France comme ceux sur les violences faites aux femmes au travail et ailleurs impliquent que nous devons continuer à activer tous les leviers et renforcer nos actions pour éradiquer ces atrocités. La FSU soutient la demande des organisations féministes qui réclame un milliard d'euros dédié et dénonce le manque d'ambition et la communication politique du gouvernement sur une prétendue augmentation du budget. Le budget à l'égalité femmes/hommes a baissé de 25 000 euros et le milliard annoncé par M. Schiappa correspond aux investissements en politiques transversales dont 70% sont déjà fléchés sur la diplomatie culturelle. La FSU demande un renforcement des moyens humains et financiers pour les associations engagées contre les violences sexistes et sexuelles.

La FSU rappelle que la lutte contre les violences faites aux femmes nécessite une prise en charge globale des questions d'égalité. La Fonction publique dans son ensemble doit être mobilisée car son rôle est essentiel. Les agent-es sont au plus près des victimes dans tous les domaines concernés : justice, établissement scolaire, services sociaux, villes, établissements de santé... et sur l'ensemble des territoires. Dans ce cadre, les externalisations de services entiers, le recours accru aux contrats, et les suppressions de postes sont en contradiction avec l'objectif affiché du gouvernement de faire de cette lutte une grande cause nationale. La FSU exige le déploiement rapide de moyens dans les services pour renforcer le rôle d'alerte, de prévention, de protection et d'accompagnement des victimes comme se sont engagés tous les employeurs publics en signant l'accord égalité femmes /hommes. La FSU, en tant qu'organisation représentative de la Fonction publique et 1ère organisation dans l'éducation sera vigilante et volontariste pour que les engagements pris soient suivis de mesures concrètes dans tous les ministères.

L'an dernier, 60 000 personnes ont manifesté partout en France pour dénoncer ces violences dans notre pays. À l'occasion de cette journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, la FSU appelle à manifester aux cotés de NousToutes et des organisations féministes, syndicales et politiques à Paris et dans les départements le 23 novembre prochain. Ensemble, obligeons le gouvernement à prendre des mesures ambitieuses, à la hauteur des enjeux que représente la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et pour une société plus égalitaire, plus juste et plus démocratique.

Les Lilas, le 19 novembre 2019.

